

Les Rivalités des Grandes Puissances au Service de l'Expansionnisme Vietnamien

Par Prak Soeurn et Maya Mary Kong¹

Les rivalités entre les grandes puissances ont toujours existé, et elles persistent jusqu'à présent. Cependant les acteurs et le fond de ces rivalités changent avec le temps. Dans le passé, les pays qui se rivalisaient étaient les Etats-Unis et l'ex Union soviétique. Aujourd'hui, ce sont les Etats-Unis et la Chine qui se disputent pour imposer leur influence respective dans le monde, et notamment en Asie. Contrairement au passé, la toile de fond conflictuelle entre les Etats-Unis et la Chine est aussi dangereuse, voire même plus, que la guerre froide qui opposait les Etats-Unis à l'ex-Union soviétique. Les rivalités entre les Etats-Unis et Chine sont à notre sens beaucoup plus lourde que l'ancien contentieux entre les Etats-Unis et l'ex-Union soviétique, parce qu'elles sont géostratégiques et non plus idéologiques, et aussi parce qu'elles s'apparentent, comme l'avait décrit Samuel Huntington dans son livre, à un choc de civilisations.

Cet article a pour objectif d'une part de rappeler rapidement comment Hanoi profite de la guerre froide pour faire avancer son expansion au Cambodge et au Laos, et d'autre part d'analyser les axes qu'emprunte le Vietnam dans un contexte de rivalité géostratégique croissante entre les Etats-Unis et la Chine pour élargir la sphère de domination de Hanoi et positionner le Vietnam comme un acteur incontournable en Asie du Sud Est.

Comme nous l'avons rappelé dans un de nos travaux de recherche, le Vietnam a toujours recouru à la force étrangère pour faire avancer ses intérêts expansionnistes². Au 17^{ème} siècle de notre ère, la dynastie Nguyễn employait déjà les généraux et soldats chinois pour conquérir le Kampuchea Krom, connu également sous le nom de Cochinchine³. Au temps de la guerre froide, après avoir bénéficié d'un appui hautement important de la Chine dans sa stratégie de lutte et de conquête, Hanoi s'est tournée vers Moscou pour achever sa colonisation du Cambodge. Contrairement à ce que tentaient de faire croire à la communauté internationale par les dirigeants de Hanoi, l'arrivée des Bô Doï à Phnom Penh en janvier 1979 ne s'inscrivait pas dans une action de libération du peuple cambodgien du régime des Khmers Rouges, mais elle relevait plutôt d'une stratégie de consolidation du Vietnam au Cambodge visant à assurer l'hégémonie de Hanoi en Asie du Sud Est⁴. Après avoir installé un régime politique pro-Hanoi, les dirigeants communistes vietnamiens ont bien pris le soin d'imposer un traité qualifié d'« amitié et de fraternité » de 25 ans tacitement reconductible permettant au Vietnam d'asseoir ses bases d'annexion du Cambodge. L'invasion du Cambodge par Hanoi en janvier

¹ Prak Soeurn, 36 ans, docteur en mathématiques appliquées, enseigne actuellement en Amérique du Nord et intervient auprès des grandes entreprises multinationales en tant que consultante.

Maya Mary Kong, 25 ans, doctorante en dernière année de Science Po au Canada.

² Prak Soeurn et Maya Mary Kong : Le Cambodge et Les Préludes du 7 Janvier 1979, à paraître en 2011 in Cambodian Perspective Review.

³ Paul Baudet : La Conquête de la Cochinchine par les Nguyễn et Le Rôle des Emigrés Chinois, Bulletin de l'Ecole Française d'Extrême-Orient, Année 1942, Volume 42, Numéro 1.

⁴ Justus M. Van Der Kroef : Le Vietnam au Kampuchea, La Stratégie de Consolidation, in Etudes Internationales, Vol. 15, n° 2, 1984, p. 291-309.

R. Emmers : Regional Hegemonies and the Exercise of Power in South East Asia, a Study of Indonesia and Vietnam, in Asian Survey, vol. XIV, n° 4, July/August 2005.

1979 a entraîné l'affluence de quelques 40 000 Vietnamiens (cadres du parti, fonctionnaires, gens formés pour une carrière ou une profession) sur tout le territoire cambodgien. Cet afflux de Vietnamiens s'apparente à un processus systématique de colonisation vietnamienne. Ce processus s'élargit également au Laos. Quelques 100 000 agriculteurs vietnamiens, techniciens de coopérative agricole et autres civils ont commencé à s'établir dans une zone de 3 000 m² dans les régions de Saravane, d'Attapeu, du plateau des Boloven et dans les provinces adjacentes dès le milieu de 1979⁵. Il est rappeler que la plupart de ces régions constituent désormais avec les provinces cambodgiennes de Ratanakiri, Mondolkiri et Stung Treng une zone stratégique, appelée « triangle de développement », que Hanoi cherche activement à mettre en valeur au profit de sa population fortement déjà fortement bien implantée. Deux des trois provinces cambodgiennes (Ratanakiri et Mondolkiri) ont été annexées *de facto* par le Vietnam pendant la guerre des années 1970 avant même qu'il n'impose par la force sa domination à l'ensemble du pays en 1979⁶. Des lotissements d'habitation et des bases militaires souterraines ont été aménagés. Aujourd'hui, des axes routiers et des pylônes électriques ont reliés à ces provinces pour faciliter l'implantation des colons vietnamiens au détriment des Khmers.

Le nombre de colons vietnamiens au Cambodge, selon certaines sources, notamment thaïlandaise et de l'ASEAN, s'élevait déjà à 300 000 entre 1979 et 1983. L'arrivée massive des Vietnamiens sur le territoire cambodgien s'inscrit, comme le soulignaient les ministres des Affaires étrangères de l'ASEAN, dans un vaste programme de vietnamisation du Cambodge. Le Vietnam a profité du soutien militaire, politique et diplomatique de Moscou dans le cadre de la lutte entre les blocs Est/Ouest pour inciter ses colons à venir s'installer massivement au Cambodge. Bien que s'étant officiellement retiré du Cambodge en 1989 sous la pression internationale et sous la contrainte de l'effondrement de l'ex-Union soviétique, Hanoi continue à se renforcer militairement et démographiquement au Cambodge par la « porte arrière »⁷. Aujourd'hui, le nombre des colons vietnamiens a atteint près de 5 millions, soit un peu plus de 35% de la population cambodgienne. Cette population, détenant des cartes de nationalité cambodgienne et bénéficiant des prérogatives bien plus importantes que les Cambodgiens⁸, représente un poids électoral hautement important pour Hanoi. Parlant parfaitement le Khmer, beaucoup de ces colons occupent des postes importants des ministères et organisations représentant le Cambodge auprès des gouvernements étrangers. Toutes les institutions politique, économique, culturelle et religieuse au Cambodge sont désormais sous étroit contrôle de Hanoi.

Les dirigeants vietnamiens travaillent désormais activement au renouvellement de l'équipe dirigeante à Phnom Penh en plaçant les Vietnamiens dans des postes clés de l'administration cambodgienne. Afin d'accélérer ce processus, certains hauts fonctionnaires cambodgiens travaillant autour de Hun Sen vont être mis sur pied en raison d'une retraite soi-disant bien méritée après quelques années de bons et loyaux services. Et d'autres, en raison de la dégradation de leur état de santé suite des soins médicaux généreusement dispensés par Hanoi à leur égard, se verront contraints de céder leur poste aux jeunes colons vietnamiens, qui sont

⁵ Justus M. Van Der Kroef, op. cit. p. 293

⁶ Charles Meyer: Les Nouvelles Provinces, Ratanakiri- Mondolkiri, in Le Cambodge, Revue Monde en développement, sous la direction de F. Perroux, n° 28, 1979.

⁷ K.L. Bindra : Vietnamisation of Cambodia, September 14, 2005 (letter addressed to Cambodia Daily and King Norodom Sihanouk).

⁸ Prak Soeurn : La Coopération Economique entre le Vietnam et le Cambodge, in Conflits Actuels, revue d'étude politique, n° 20 – 2007- 2.

venus étudier à l'étranger sous l'identité cambodgienne avec des bourses gracieusement accordées par les gouvernements des pays d'accueil.

Le changement du contexte géopolitique en Asie, après l'écroulement de l'ex-Union soviétique, redonne une nouvelle impulsion à la dynamique des jeux d'alliances stratégiques. Nous avons d'un côté les Etats-Unis et de l'autre la Chine qui se rivalisent pour imposer leur sphère d'influence. La compétition entre ces deux pays a redéfini l'architecture mondiale des alliances stratégiques. Des anciens « ennemis » comme les Etats-Unis et le Vietnam sont amenés à sceller des alliances majeures faisant tourner la page de confrontation douloureuse à une phase de coopération dans une logique de compatibilité stratégique pour contrer la montée en puissance de la Chine.

Face à cette reconfiguration du contexte géopolitique, Hanoi compte s'appuyer sur ses alliances avec Washington pour encore agrandir son espace de pouvoir en Asie du Sud Est. Ses axes d'orientation s'appuient non seulement sur le jeu d'alliances directes avec Washington mais aussi sur le semblant rapprochement entre son parti politique à Phnom Penh, le PPC, et Pékin. Ce semblant rapprochement entre Phnom Penh et Pékin a clairement pour objectif de faire croire aux Etats-Unis qu'ils sont en train de perdre du terrain au Cambodge au profit de la Chine⁹. Alors qu'en réalité, comme l'avait parfaitement souligné Philippe Taylor, rien ne se décide à Phnom Penh sans l'aval de Hanoi¹⁰. La nomination de l'ancien premier ministre thaïlandais, Thaksin Shinawatra, qui était proche de Pékin lorsqu'il était au pouvoir, au poste de conseiller économique auprès de Hun Sen n'est rien d'autre qu'un jeu politique monté en toute pièce.

Aujourd'hui, après avoir renforcé ses bases d'expansion terrestre au Cambodge et au Laos, Hanoi cherche désormais activement à accroître son espace maritime en disputant avec la Chine la souveraineté des îles de Spratley et de Paracel en mer de Chine du Sud. L'enjeu de ces îles, dont la surface émergée n'excède pas plus de 10 km², est à la fois économique, stratégique et politique. L'espace maritime qu'offrent ces îles est intéressant de par les ressources naturelles qui y résident; les eaux sont particulièrement riches en poissons et les sols présentent un fort potentiel en hydrocarbures. De plus, l'importance stratégique que représente cette région maritime est non négligeable. Elle est située au centre d'un couloir maritime extrêmement emprunté, reliant par voie maritime les pays d'Asie du Nord-Est à l'Asie du Sud-Est, puis au sous-continent indien et au Moyen-Orient. Un tiers du commerce mondial transite par la mer de Chine du Sud et près de la moitié des pétroliers naviguant de par le monde y passent chaque année.

Conscient de sa faiblesse face à Pékin, le Vietnam a d'abord compté sur l'ASEAN pour faire bloc contre les prétentions de la Chine en mer de Chine du Sud. Hanoi a ensuite œuvré pour pousser l'adhésion du Cambodge et du Laos à l'ASEAN et ce pour des avantages institutionnels évidents que K. Pol qualifie de « un pays avec trois droits de vote »¹¹. Hanoi compte, avec les droits de vote du Vietnam et celui du Cambodge et du Laos réunis en main, infléchir certaines dispositions de l'ASEAN en sa faveur. Or faute d'un consensus au sein de cette organisation régionale, et surtout en raison de la montée en puissance de la Chine, les

⁹ Maya Mary Kong: Hun Sen – Thaksin Shinawatra : A Political Game ?, Cambodian Perspective Review, November 2009.

¹⁰ P.Taylor: Cambodge, l'invasion vietnamienne continue, Altermedia.info, Juillet 2005.

¹¹ Kang Pol : Vietnam's Expansionism in Indochina, Strategies and Consequences on the Regional Security Order, July, 2004.

hauts dirigeants communistes vietnamiens tentent de jouer un double jeu dans la conduite de la diplomatie du pays.

D'une part Hanoi cherche à internationaliser le problème de la mer de Chine du Sud afin de tirer bénéfice des rapports de force en place et d'autre part elle tente d'apaiser les tensions avec Pékin.

Les axes empruntés par Hanoi pour donner une dimension internationale au problème de la mer de Chine du Sud sont d'abord de constituer une coalition intra-ASEAN pour faire face à la puissance de la Chine. Le Vietnam multiplie des communiqués au sein des forums internationaux et à la Conférence tenue à Hanoi en Novembre dernier mettant en lumière de différentes prétentions des îles de la mer de Chine du Sud.

Des discussions diplomatiques avec Washington ont permis à Hanoi de faire converger leurs intérêts stratégiques dans cette région maritime. Sorti de son statut d'« acteur silencieux » de ce dossier épineux, Washington a fait savoir, par le biais de la déclaration de Hillary Clinton en date du 23 juillet dernier lors d'une rencontre de l'ASEAN Regional Forum, que les États-Unis « ont un intérêt national à ce que la mer de Chine du Sud demeure ouverte à la navigation et à ce que les différends se règlent de façon multilatérale et dans le respect du droit de la mer ». Ces propos ont été réitérés par Robert Willard, le commandant en chef des forces américaines dans le Pacifique, lors d'une visite à Manille aux Philippines le 18 août dernier, qui a déclaré que les États-Unis s'opposeraient à toute forme d'intimidation et d'utilisation de la force pour renforcer quelque revendication territoriale en mer de Chine du Sud et se maintiendraient militairement dans la région afin d'en assurer la stabilité.

De son côté, Pékin a déclaré cet espace maritime « une matière d'intérêt national »¹² (« core interest ») pour la Chine, une expression traditionnellement réservée à ses deux régions sensibles du Tibet et du Xinjiang. Elle renforce sa base sous-marine à Hainan. De plus, en juillet dernier, elle a effectué un grand exercice naval et aérien au large de ses côtes du sud-est, en Mer de Chine du Sud. Ces manœuvres interviennent au moment où la Corée du Sud et les États-Unis menaient leurs propres manœuvres navales. Des accrochages se sont multipliés faisant monter ainsi des tensions dans la région.

Du côté vietnamien, Hanoi ouvre d'une part l'accès de ses ports aux navires de guerre américains et indiens. Fait tout à fait remarquable, le premier ministre vietnamien Nguyen Tan Dung a annoncé officiellement le 31 Octobre lors de la cérémonie de clôture du 17^{ème} Sommet de l'ASEAN tenu à Hanoi que le Vietnam allait accueillir des navires étrangers dans son complexe portuaire à Cam Ranh Baie¹³. On s'attend, suite à cette déclaration, à ce que les navires de guerre américains viennent y accoster régulièrement dans les années à venir. La Secrétaire d'état Hillary Clinton a également fait savoir à la presse que Hanoi et Washington vont approfondir leurs « échanges de sécurité » dans les prochaines années.

Et d'autre part, Hanoi tente d'apaiser les tensions avec Pékin en rassurant les dirigeants chinois qu'elle continue à pratiquer la politique de « 3 non ». Non aux alliances stratégiques avec des puissances étrangères, non à l'implantation des bases militaires étrangères sur son sol et non aux alliances étrangères destinées à viser une tierce partie. Mais en même temps Hanoi accélère la modernisation de ses forces armées, et plus particulièrement ses capacités

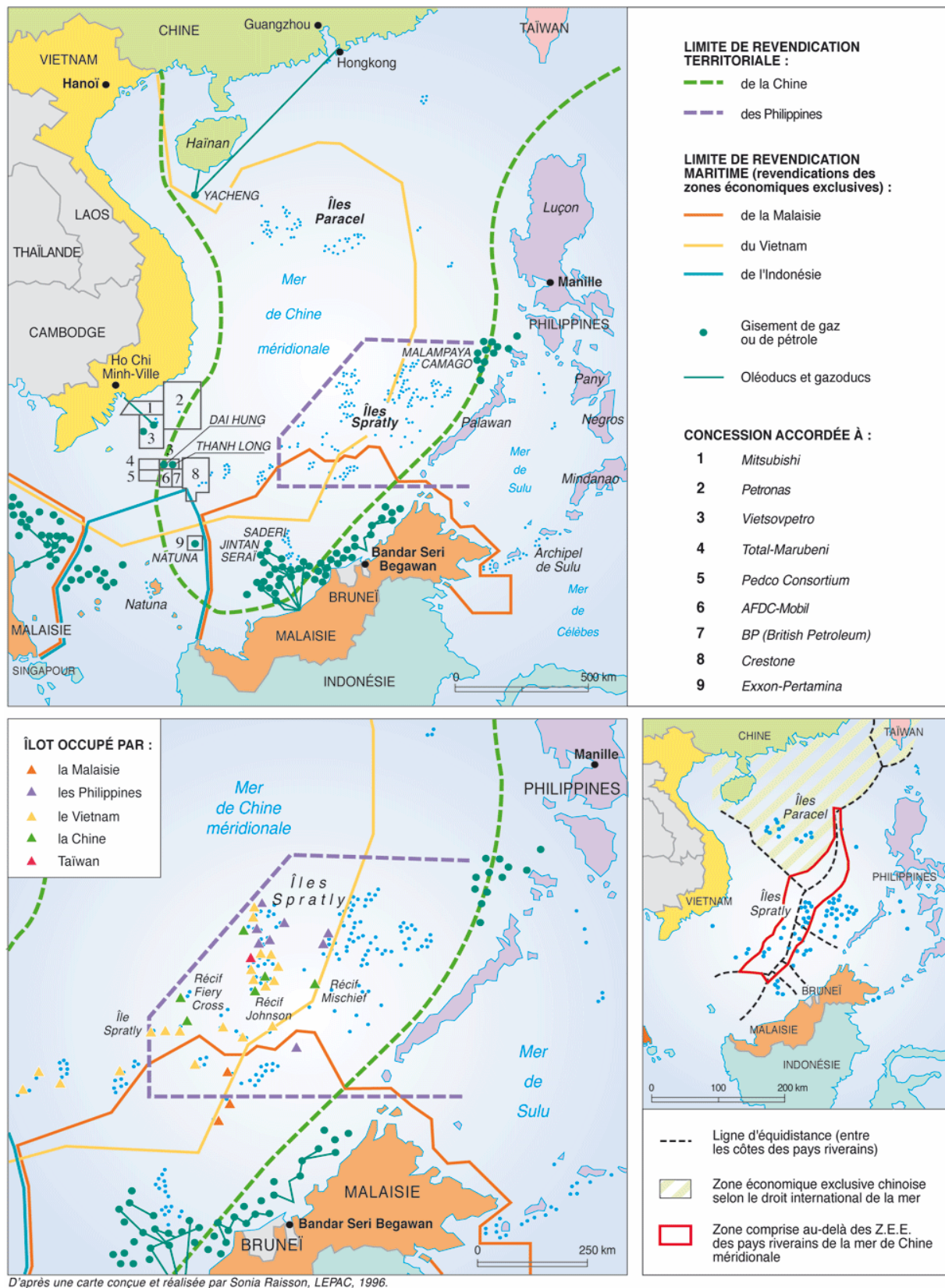
¹² China adds South China Sea to "core interest" in new policy, dailypioneer, July 04, 2010

¹³ Bangkok Post : Vietnam to reopen Cam Ranh Bay to foreign fleets, 31/10/2010

navales et son aviation militaire. Elle a acheté récemment à Moscou 12 avions de chasse SU-30 et 6 sous-marins. Le mois d'octobre dernier, la célébration du millénaire de Hanoi s'est achevée par une démonstration militaire. Des milliers de soldats vietnamiens en tenue d'apparat ont défilé devant la tombe du président Ho Chi Minh. D'après certains spécialistes, cette démonstration bien que modeste de par les moyens vise à adresser un message au puissant voisin chinois.

Le Vietnam bâtit son empire au détriment de quelques pays ou territoires, dont certains ont été totalement annexés comme la Champa ou encore le Kampuchea Krom, territoire du Cambodge, et d'autres tels que le Cambodge actuel et le Laos sont en train de subir la domination politique et démographique de Hanoi. Vu le rythme auquel les choses évoluent, les populations cambodgiennes et laotiennes risquent de disparaître dans les prochaines décennies au profit des colons vietnamiens, qui deviendront les maîtres de ces pays. Cette politique expansionniste, comme on vient le voir au travers de quelques trames, s'est effectuée et s'effectue encore et encore par le biais de l'exploitation de la rivalité des grandes puissances.

Au vu de cette brève analyse, on peut s'interroger sur le pourquoi et comment le Vietnam parvient toujours à s'aligner sur une des grandes puissances concurrentes pour faire avancer ses visées expansionnistes au détriment des pays comme le Cambodge. Les dirigeants vietnamiens seraient-ils plus « visionnaires » que d'autres peuples, à qui ils ont infligés une politique de domination sans merci, pour faire un choix de « partenariat stratégique » capable de faire avancer sans cesse les intérêts de leur pays ?



Source : Le Monde Diplomatique, Fantômes de conflit en mer de Chine méridionale, Mars 1996.